

Des autotests gratuits pour les élèves en cette rentrée scolaire en pleine vague Omicron

5-7 minutes

Sur le plan du protocole sanitaire, pas de grand changement à prévoir pour cette rentrée scolaire à risques : le niveau 3 (sur 4) est maintenu dans les écoles élémentaires, tout comme le niveau 2 dans les collèges et lycées, afin de réduire le brassage entre les classes et les niveaux.

Seule évolution : le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer a décidé le renforcement de la politique de « contact tracing », qui soumettra les élèves à trois tests en quatre jours s'il y a un positif dans la classe. « **Ce qui change, c'est que désormais, quand la famille fera le premier test, elle recevra en pharmacie deux autotests gratuits, pour que les élèves se testent à nouveau à la maison à J + 2 et à J + 4** », a indiqué le ministre, [dans un entretien au Parisien dimanche soir](#). Le retour en classe se fera « *sur présentation d'un résultat négatif* ».

« *Au-delà d'envoyer personnels et élèves au casse-pipe, ce nouveau protocole va rendre encore plus difficiles des conditions de travail qui l'étaient déjà largement trop*, a dénoncé Sud-Education dans un communiqué dimanche soir. *Suivre dorénavant la transmission de trois tests pour chaque élève cas-contact va être infaisable* ».

Le gouvernement a, au passage, rejeté l'appel de certaines personnalités de l'opposition et d'une frange du corps enseignant à reporter d'une semaine la rentrée.

« **Affichage gouvernemental** »

« Reporter la date de la rentrée n'aurait fait que décaler le problème », a souligné auprès de l'AFP Laurent Zameczkowski, vice-président de la Peep, une fédération de parents d'élèves qui dénonce toutefois le « déni cosmique » du gouvernement en matière de « sécurisation des salles de classe » .

Les syndicats d'enseignants voient les choses autrement : « Il n'y a aucune prise en compte du variant Omicron, rien ne nous permet de rentrer sereinement lundi », résume Guislaine David, porte-parole et secrétaire générale du SNUipp-FSU, syndicat d'enseignants du primaire.

« L'affichage gouvernemental du maintien des écoles ouvertes est en parfaite contradiction » avec la situation sanitaire, ajoute un autre syndicat, la FNEC FP-FO.

Les syndicats d'enseignants du primaire, eux, réclament le retour à la politique de fermeture d'une classe dès le premier cas positif, mesure qui n'est plus en vigueur depuis le 29 novembre.

Enfants « malmenés »

A la veille des vacances, 3.150 classes étaient fermées en France en raison de l'épidémie. Et à l'aune de cette rentrée, une nouvelle menace pèse sur l'enseignement : un « *risque d'absentéisme accru* » parmi les 800 000 enseignants.

Durant les vacances scolaires, le conseil scientifique a lui-même estimé à « au moins » un tiers les professeurs qui

pourraient être touchés par le virus d'ici fin janvier, soit en étant positifs au Covid-19, soit en étant cas contact.

Mais l'allègement des règles d'isolement, annoncées par le ministre de la Santé, devrait éviter les absences en cascade. Ainsi, les enseignants cas contact « *compte tenu de la doctrine qui s'applique désormais, ils font la rentrée s'ils sont vaccinés après avoir fait un test* », avance Jean-Michel Blanquer, précisant que les réunions parents-profs se feront en distanciel.

Enfin, le ministère a admis que le déploiement de capteurs CO2 dans les établissements scolaires était « *totalelement insuffisant* ». Il a lancé un « *appel aux maires à profiter du fond d'État de 20 millions d'euros pour doter leurs écoles en capteurs* ».

L'annonce de l'école ouverte est « *une belle histoire à laquelle la FCPE ne croit plus* », observe la coprésidente de la fédération des parents d'élèves, Carla Dugault.

« *L'école ne pourra pas rester ouverte, dit-elle à l'AFP, alors que les élèves cas contact devront télétravailler et que les enseignants, quand ils ne seront pas eux-mêmes positifs au Covid-19, devront gérer un enseignement distanciel et physique ce qui n'est pas possible* ».

« *La continuité pédagogique dont on parle tant n'existe pas sur le terrain* », insiste Mme Dugault, qui souligne que les enfants sont « *malmenés* » depuis le début de la crise sanitaire.